

# Jean-Pierre Bel. « La France est un interlocuteur privilégié de Cuba »



**Conversations avec Jean-Pierre Bel, envoyé personnel du Président de la République française pour l'Amérique latine et les Caraïbes, par Salim Lamrani, Université de La Réunion.**

Président du Sénat de 2011 à 2014, Jean-Pierre Bel a été le premier socialiste à occuper ce poste à la Chambre haute du Parlement sous la Ve République. Son engagement politique remonte à son plus jeune âge puisque, issu d'une famille de résistants communistes du sud de la France, Jean-Pierre Bel s'est engagé dans les réseaux de solidarité avec l'opposition espagnole en lutte contre la dictature de Francisco Franco. Il en a payé le prix fort.

Fin connaisseur de l'Amérique latine et notamment de Cuba, il a été nommé Envoyé personnel du Président de la République pour cette région du monde. Jean-Pierre Bel a grandement contribué au rapprochement entre la France et Cuba, faisant de Paris le partenaire privilégié de l'île en Europe.

Au cours de ces conversations réalisées à la Présidence de la République, dans le splendide hôtel Marigny, Jean-Pierre Bel salue l'établissement d'un dialogue historique entre Washington et La Havane. Il évoque également la

question des sanctions économiques qui constituent le principal obstacle à la normalisation des relations entre Cuba et les Etats-Unis. Le Président Bel revient aussi sur le voyage de François Hollande à Cuba ainsi que sur la visite d'Etat de Raúl Castro en France et dresse un état des relations actuelles entre les deux pays. Cet entretien aborde également les liens entre l'île de la Caraïbe et l'Union européenne et s'achève sur une réflexion sur la figure de Fidel Castro et l'importance symbolique de Cuba.

**Salim Lamrani : Monsieur le Président, le 17 décembre 2014, Cuba et les Etats-Unis ont entrepris un processus de rapprochement historique après plus d'un demi-siècle de confrontation. Quel regard portez-vous sur cette nouvelle étape ?**

**Jean-Pierre Bel :** L'annonce a surpris beaucoup d'observateurs. Il faut reconnaître qu'elle était inattendue, sauf, bien entendu, pour les acteurs directement impliqués dans les négociations. Les discours des deux Présidents, Barack Obama à Washington et Raúl Castro à La Havane, retransmis simultanément sur les chaînes du monde entier, constituent un événement considérable. Si le mot « historique » a un sens, il s'applique particulièrement à ce moment-là.

Les Etats-Unis ont enfin compris que s'ils voulaient renouer des liens avec l'Amérique latine, il était indispensable de changer d'attitude vis-à-vis de Cuba et d'adopter une nouvelle approche. Les Américains, dans le fond, ont conscience de leur isolement à travers le monde, non seulement en l'Amérique latine mais également en Europe. En effet, la France entretient désormais des relations fortes avec Cuba. Je crois avoir été le premier haut responsable politique à m'être rendu à La Havane en visite officielle. C'était en janvier 2013 et j'étais alors Président du Sénat. C'était une première depuis Claude Chesson, Ministre des Affaires étrangères de François Mitterrand, en 1983. Imaginez un peu le temps qu'il a fallu pour renouer des liens solides avec ce pays. Depuis, il y a eu d'autres déplacements importants. Laurent Fabius, alors Ministre des Affaires étrangères, s'est rendu à Cuba en mai 2014. Donc, les Etats-Unis, face à une réalité qui évoluait, ont été amenés à revoir leur position. Barack Obama a prononcé un beau discours en rendant hommage à ceux qui dénoncent l'embargo américain depuis de nombreuses années. Aujourd'hui, en termes de

prospective politique, la situation est complètement différente.

**SL : Malgré le rapprochement entre Washington et La Havane, les sanctions économiques sont toujours en vigueur contre Cuba. Quel est votre point de vue sur cette question ?**

**JPB :** Les sanctions contre Cuba constituent un scandale. C'était le cas hier et c'est toujours le cas aujourd'hui. Washington a daigné enlever Cuba de la liste des pays soutenant le terrorisme. C'est un pas positif. J'espère simplement que les Etats-Unis ne vont pas jouer un double jeu et qu'ils vont mettre définitivement un terme à cette politique hostile.

A ce jour, Obama n'a pas encore eu les moyens d'obtenir du Congrès qu'il lève les sanctions contre Cuba. Cette situation est aujourd'hui incompréhensible à une époque où toutes les parties font des efforts pour résoudre un différend qui dure depuis plus d'un demi-siècle et où les Cubains se sont montrés réceptifs.

Je suis outré de voir les conséquences des sanctions économiques sur ce pays, sur la vie des Cubaines et des Cubains de l'île, sur les Cubains partout dans le monde qui subissent des mesures de rétorsion en raison de l'application extraterritoriale des différentes lois adoptées contre Cuba. J'ai vu que des organismes bancaires pouvaient même interdire l'achat d'un livre sur Fidel Castro au Québec. Je pourrais multiplier les exemples qui illustrent le caractère injuste de ces sanctions. Les Etats-Unis, s'ils souhaitent se présenter comme un pays qui respecte les droits de l'homme, devraient mettre un terme à cela. Imaginer qu'on va renverser un gouvernement en affamant un peuple est à la fois immoral, d'une très grande stupidité et d'une très grande inefficacité.

**SL : Les intérêts français ont également été affectés par les sanctions économiques.**

**JPB :** BNP-Paribas a été injustement sanctionnée alors qu'elle a scrupuleusement respecté la loi française, la législation européenne et le droit international. Une autre entreprise, Pernod-Ricard, qui est présente à Cuba depuis des décennies, a dû faire face à de nombreuses difficultés en raison de l'application extraterritoriale des sanctions économiques.

**SL : En mai 2015, le Président de la République François Hollande a réalisé un voyage historique à Cuba. Que représente ce déplacement et quel message a-t-il porté ?**

**JPB :** Le voyage de François Hollande à Cuba est l'expression de son grand intérêt pour l'Amérique latine. Le Président de la République a toujours eu une connexion très forte avec ce continent. Ainsi, déjà au début des années 1980, François Mitterrand l'avait chargé de redresser les comptes de la Maison de l'Amérique latine à Paris. Depuis cette période, le Président a toujours suivi avec beaucoup d'attention l'évolution de cette région du monde.

François Hollande a insisté sur le fait qu'il fallait renouer des liens solides avec l'Amérique latine. Nous disposons de relations historiques et culturelles très anciennes avec l'Amérique latine et tout particulièrement avec Cuba. Ce déplacement à La Havane traduit la volonté du Président de la République de renforcer les rapports bilatéraux entre nos deux pays.

**SL : Ce déplacement a marqué un tournant dans les relations entre Cuba et l'Europe.**

**JPB :** En allant à Cuba, François Hollande a indiqué la voie à suivre aux autres dirigeants européens qui, à leur tour, ont réalisé des visites officielles à La Havane. Seuls les Papes Jean-Paul II et Benoît XVI avaient précédé le Président de la République à Cuba. François Hollande est le premier chef d'Etat européen à s'être rendu à Cuba en visite officielle depuis Alphonse XIII, c'est-à-dire il y a plus d'un siècle.

Une amitié solide nous lie à Cuba et nous sommes heureux de voir que la France est considérée comme étant l'interlocuteur privilégié par les autorités de l'île. Ce voyage concrétise en quelque sorte la volonté du Président François Hollande de donner une nouvelle impulsion aux relations entre la France et l'Amérique latine.

Les pays d'Amérique latine, quels qu'ils soient, progressistes ou conservateurs, ont perçu le déplacement de François Hollande à Cuba comme l'illustration du regain d'intérêt de la France pour l'Amérique latine. Pour les Latino-américains, Cuba est considérée comme un pays qui

incarne la volonté d'indépendance, de souveraineté et de résistance des peuples du Sud. Il y a une vraie admiration des dirigeants latino-américains pour le peuple cubain et cela dépasse les orientations idéologiques.

**SL : En février 2016, avec la venue de Raúl Castro, pour la première fois, un Président cubain a réalisé une visite d'Etat en France. Que symbolise ce voyage pour les relations bilatérales entre Paris et La Havane ?**

**JPB :** Le voyage de François Hollande a constitué sans aucun doute un événement historique. De la même manière, la visite du Président Raúl Castro revêt également une importance de première dimension. Fidel Castro est venu plusieurs fois en France mais jamais en visite officielle. Si ma mémoire ne me trahit pas, son dernier déplacement a eu lieu lors des obsèques de François Mitterrand. Le voyage de Raúl Castro était peu probable il y a quelques années. Il symbolise aujourd'hui les nouvelles relations entre nos deux nations. Voir le Président cubain répondre favorablement à l'invitation de François Hollande constitue un événement qui marquera l'histoire de nos rapports bilatéraux. Il convient de rappeler que Raúl Castro a été reçu en visite d'Etat, c'est-à-dire le plus haut niveau d'accueil qui peut être réservé à un dirigeant étranger.

**SL : Quel a été le message de Raúl Castro ?**

**JPB :** Le Président Raúl Castro a rappelé que Cuba était une nation en pleine évolution qui souhaitait vivre avec davantage de prospérité car son peuple le mérite. Le système économique cubain s'ouvre davantage aux réalités du monde d'aujourd'hui. Il y a eu certes un rétablissement des relations avec les Etats-Unis, mais Cuba aspire à renforcer ses liens avec l'Europe et la France en premier lieu. Nous sommes un interlocuteur de choix car les Cubains ont confiance en nous. Depuis le voyage de François Hollande, nos relations bilatérales sont excellentes.

**SL : La France a joué un rôle important dans la résolution de la dette cubaine vis-à-vis du Club de Paris.**

**JPB :** La France a apporté tout son concours pour la résolution équitable du problème de la dette cubaine vis-à-vis des créanciers du Club de Paris.

Cette institution était dirigée par un Français, Bruno Bézard, qui était directeur général du Trésor. Nous avons déployé tous nos efforts pour trouver une solution. Peu étaient celles et ceux qui croyaient aux chances de succès de ces négociations avec La Havane car de nombreux pays sont membres du Club de Paris et pas seulement des nations européennes. Le Japon et l'Australie y sont également représentés. Néanmoins, Il y a eu une forte volonté de la part de la France de parvenir à un accord. Les Cubains ont bien senti l'engagement déterminé du Président de la République et notre persévérance a été récompensée puisqu'un accord satisfaisant pour toutes les parties a été conclu.

A titre personnel, je suis très satisfait car nous avons converti une partie de la dette due à la France en investissement et en coopération à Cuba. Les fonds seront destinés à accompagner les actions de développement.

**SL : A ce titre, l'Agence française de développement va prochainement s'installer à La Havane.**

**JPB :** Cela traduit la volonté de François Hollande de renforcer les liens de coopération avec Cuba. L'Agence française de développement est l'outil de coopération pour la France à l'international. L'équipe est déjà en place dans la capitale cubaine et elle a lancé le processus d'identification des projets que nous allons soutenir en coopération avec nos amis cubains, que ce soit au niveau de l'expertise ou du financement. De cette manière, nous contribuerons au développement de Cuba.

**SL : Dans quels secteurs la France compte-t-elle s'engager avec Cuba ?**

**JPB :** La France n'est pas dans une politique arrogante vis-à-vis de Cuba. Nous n'avons pas la prétention de dire aux Cubains ce qu'ils doivent faire. Nos rapports se fondent sur le respect mutuel, l'égalité souveraine et la réciprocité. Nous avons un rôle d'accompagnement basé sur une volonté cubaine. Ainsi, sur le plan des infrastructures, la France pourra apporter une aide à Cuba. Le secteur de l'énergie est également une priorité. La situation politique et économique au Venezuela a un impact conséquent sur l'économie cubaine. Il y a également une possibilité de développer de nombreux autres projets, que ce soit dans le domaine du photovoltaïque ou

du traitement des eaux usées dans des villes comme La Havane. Dans le secteur du tourisme, la France peut également apporter sa contribution en aidant Cuba à mieux maîtriser son développement dans ce domaine.

**SL : Cuba a exprimé sa volonté de développer ses relations économiques et commerciales avec le reste du monde.**

**JPB :** Cuba souhaite diversifier ses partenaires économiques et commerciaux afin d'éviter une dépendance comme cela a pu être le cas pendant près de trente ans avec l'Union soviétique. Lorsque le mur de Berlin est tombé, suivi de la désintégration du bloc de l'Est, la situation à Cuba a été terrible. Les gens ont beaucoup souffert de la Période spéciale du début des années 1990. Aujourd'hui, les Cubains ont la volonté de nouer des liens avec plusieurs partenaires à travers le monde et ils comptent sur nous pour les aider à conserver leur indépendance vis-à-vis des Etats-Unis. En étant présente à Cuba, la France contribuera à limiter la dépendance de l'île vis-à-vis des autres grandes puissances.

**SL : Cuba et la France ont fait du développement durable une priorité.**

**JPB :** Pour ce qui est des questions environnementales, nous prôtons, tout comme Cuba, le développement d'une croissance verte. Cuba dispose d'une grande conscience des questions liées à la préservation de la planète. Fidel Castro a toujours été sensible à ces problématiques. Depuis toujours, dans les écoles cubaines, on a expliqué combien la terre était un bien commun et précieux. On doit reconnaître à Fidel Castro cette conscience anticipatrice. C'est un précurseur dans ce domaine. Je me souviens que lors de notre rencontre avec Fidel Castro, en compagnie du Président François Hollande, il a longuement insisté sur ce thème. Cela montre qu'il a conservé non seulement conscience et lucidité mais également les mêmes préoccupations pour les questions vitales.

**SL : Quel rôle a joué Cuba lors de la COP 21 ?**

**JPB :** La Havane a joué un rôle fondamental dans la réussite de la COP 21. Cuba a pleinement conscience des effets désastreux du réchauffement climatique sur les pays du Sud. Raúl Castro avait informé le Président Hollande que Cuba apporterait son concours pour la réussite de la COP 21



et il a tenu parole en jouant un rôle de facilitateur auprès des pays d'Amérique latine. Ces nations avaient des questions légitimes comme la responsabilité des pays développés dans l'exploitation à outrance de la nature. Mais tous ont compris que ce Sommet représentait la dernière chance de lutter contre le réchauffement climatique.

**SL : Passons à un autre sujet. Cienfuegos a été fondée par les Français. Quand ouvrira-t-on une antenne de l'Alliance française dans cette ville ?**

**JPB :** C'est une excellente idée que je vous propose de soumettre au Président de l'Alliance française. Avant de se dénommer Cienfuegos, cette localité s'appelait Bordeaux-ville. Elle est proche de Trinidad. Nous avons les plus belles Alliances françaises à Cuba, à Santiago mais surtout dans la capitale. Le siège du Palacio Gómez de La Havane nous a été confié par les autorités cubaines et c'est un endroit merveilleux. Chaque année, plus de 10 000 jeunes cubains apprennent le français et c'est tout à fait remarquable. Ce serait formidable, en effet, que la ville la plus française de Cuba puisse bénéficier d'une Alliance.

**SL : Arrêtons-nous un instant sur les relations entre Cuba et l'Union européenne. La Position commune, en vigueur depuis 1996, constitue aujourd'hui le principal obstacle à la normalisation des relations entre Bruxelles et La Havane. Quel avis portez-vous sur ce sujet ?**

**JPB :** Des pourparlers ont lieu depuis quelques années et je crois que de nombreuses mesures adoptées contre Cuba ont été supprimées. Pour la France, cette Position commune n'a plus lieu d'être. Elle avait été adoptée à la initiative de José María Aznar en son temps pour des raisons très idéologiques. Les Européens n'en ont pas mesuré la portée et ont délégué le dossier aux Espagnols. C'était une erreur. Nous votons chaque année contre l'embargo américain lors de l'Assemblée générale des Nations unies. Il faut que nous soyons logiques et que nous procédions à l'abrogation de la Position commune. La France œuvre dans ce sens et nos amis cubains le savent bien.

**SL : Quel regard portez-vous sur Fidel Castro ?**



**JPB** : J'ai rencontré Fidel Castro lors de la visite officielle du Président de la République. Je le connais depuis mon plus jeune âge pour m'être passionné pour l'histoire de l'Amérique latine et de la Caraïbe. Fidel Castro a sa part de lumière, de soleil et sa part d'ombre. Tout individu est logé à la même enseigne. A une certaine période de l'histoire, j'aurais eu un jugement plus sévère sur Fidel Castro. D'un autre côté, Cuba a été confrontée à d'immenses difficultés. Je connais Cuba et les femmes et les hommes de ce pays. Il y a un respect profond au sein de la population pour Fidel Castro. La seule critique qui revient régulièrement, c'est son âge, le poids de sa génération dans le Cuba d'aujourd'hui. Mais je crois que sur ce point, il est comme nous tous, et il est impossible de lutter contre les lois de la nature. Le jugement de l'histoire sera fait plus tard et il sera temps alors dresser le bilan de sa vie. Pour ma part, je sais qu'il s'agit d'un homme d'une grande intelligence qui a rendu une vraie dignité à son pays et à son peuple. Il est, dans la continuité de José Martí, l'apôtre de l'indépendance et de la souveraineté cubaines. Lorsque nous l'avons rencontré, j'ai été frappé par sa lucidité. C'est un homme qui approche la fin de sa vie et qui porte un regard apaisé sur son action et sur le monde.

### **SL : Que représente Cuba à vos yeux ?**

**JPB** : Pour moi, Cuba est le symbole du courage d'un peuple qui a su résister face à des forces immensément plus puissantes. Cette capacité et ce courage sont ceux des femmes et des hommes de Cuba et de ceux qui ont su les fédérer et les rassembler. Tout cela suscite une certaine admiration. C'est un pays que j'aime car quand on aime l'histoire, quand on aime la politique, quand on aime la culture, quand on aime la musique, on ne peut qu'aimer Cuba.

*Docteur ès Etudes Ibériques et Latino-américaines de l'Université Paris IV-Sorbonne, Salim Lamrani est Maître de conférences à l'Université de La Réunion, et journaliste, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis. Son nouvel ouvrage s'intitule Fidel Castro, héros des déshérités, Paris, Editions Estrella, 2016. Préface d'Ignacio Ramonet.*

**Contact** : [lamranisalim@yahoo.fr](mailto:lamranisalim@yahoo.fr) ; [Salim.Lamrani@univ-reunion.fr](mailto:Salim.Lamrani@univ-reunion.fr)

**[Facebook](#)**

